

David Petraeus – ex-chef de la CIA, nouveau magnat des médias en Europe de l’Est. L’enquête complète



<https://www.ojim.fr/> Publié le 4 mars 2018 Médias

Cette enquête a été réalisée dans les Balkans dans le dernier trimestre 2017. Cette investigation, exclusivité de l’Observatoire du journalisme, a été financée par nos lecteurs.

La carrière fulgurante de David Petraeus, tour à tour commandant en chef des forces internationales en Irak et Afghanistan, directeur de la CIA, dirigeant du géant financier KKR et magnat des médias, incarne une nouvelle forme de pouvoir militaire-sécuritaire-financier-médiatique.

Une carrière qui semblait pourtant connaître une fin abrupte quand un scandale à caractère sexuel avait contraint Petraeus à démissionner de la CIA en 2012. Adultère aggravé par le fait que le général quatre étoiles avait menti pendant l’enquête, et surtout, qu’il avait fait fuiter des secrets d’État à sa maîtresse. Il sera condamné à deux ans de prison avec sursis et à 100.000 dollars d’amende – une bagatelle en comparaison avec des cas similaires, dont celui d’Edward Snowden, qui affirme avoir divulgué des informations beaucoup moins confidentielles.

Petraeus s’en remettra. Six mois après le scandale, il sera recruté par le fonds d’investissement mastodonte Kohlberg, Kravis, Roberts & Co. L. P. (KKR) pour diriger son Global Institute nouvellement fondé.

Les Barbares de Wall Street

Dans les années 70 et 80, KKR était le pionnier du *LBO*, ou “opération d’acquisition par effet de levier” – c’est-à-dire par dette massive. L’inventeur du concept, Jerome Kohlberg, bientôt inquiet par “une avidité écrasante qui imprègne la vie des affaires”, quittera le fonds qu’il avait créé, en ne laissant que son K à la tête du sigle. Après son départ, c’est le deuxième K, Henry Kravis, qui fera exploser les *LBO* méritant à KKR le surnom peu flatteur de « Barbares de Wall Street » (le best-seller et le film “Barbarians at the Gate” sont dédiés à leur *LBO* historique sur RJR Nabisco). Ils resteront les champions de cette méthode, bien qu’elle aboutisse souvent au dépècement, voire à la faillite des entreprises rachetées, comme ce fut le cas de leur autre *LBO* historique : Energy Future Holdings. La même méthode est aujourd’hui pratiquée par Patrick Drahi qui a bâti son empire médiatique sur une dette colossale.

Fin 2016, la candidature de Petraeus a été envisagée par Donald Trump au poste de chef de la diplomatie américaine, mais il restera chez KKR, désormais en tant partenaire. Kravis et Petraeus sont aussi membres du Council on Foreign Relations et participants réguliers aux réunions de Bilderberg. Kravis était classé 38^e sur la liste des Juifs les plus riches du *Jerusalem Post*.

L’invasion commence

Dès son passage dans le monde d’affaires, l’ex-fonctionnaire fait ses preuves en étendant le portefeuille déjà impressionnant de KKR. En 2013, le fonds fait son premier investissement direct dans la région de l’Europe centrale et de l’Europe de l’Est en rachetant United Group (SBB/Telemach) pour une somme jamais divulguée mais estimée supérieure à un milliard d’euros. United Group réunissait les principaux opérateurs du câble, du satellite et d’internet dans l’ex-Yougoslavie avec presque deux millions abonnés :

- SBB (Serbia Broadband) – le plus grand câblo-opérateur et fournisseur d’accès à internet en Serbie avec 700.000 abonnés ;

- Telemach – le principal câblo-opérateur et fournisseur d'accès à internet en Slovénie et Bosnie-Herzégovine ;
- Total TV – le premier réseau de télévision par satellite en Serbie, présent dans les six pays de l'ex Yougoslavie ;
- NetTV Plus – le principal fournisseur de services de télécommunications sur Internet ;
- United Media – les chaînes de télévision Sport klub, Cinemania, Ultra, Mini ultra, Lov i ribolov ;
- CAS Media – la plus grande agence d'achat d'espaces publicitaires pour la télévision du câble et du satellite.

L'année suivante en 2014, KKR affermit son emprise. Via United Group, il achète le géant du divertissement « turbo-folk » Grand Production et acquiert la participation de contrôle du câblo-opérateur monténégrin BBM. Il devient copropriétaire du 1er site d'information en Serbie Blic.rs en rachetant 49% de Ringier Digital SA, la filiale numérique du groupe de presse suisse.

Enfin, KKR lance sa propre chaîne de télévision régionale, *N1 TV*, partenaire exclusif de *CNN*, avec studios à Belgrade, Zagreb et Sarajevo. Par cette opération controversée, United Group réunit la distribution comme la production de contenu.

En 2015, le groupe crée un autre précédent avec la première acquisition d'un réseau mobile – Tušmobil slovène – par un opérateur du câble. En 2017, il rachète les activités de Central European Media Enterprises (CME) en Croatie et Slovénie, parmi lesquelles *TV Nova*, la chaîne la plus regardée des Croates, dont le journal du soir réalise les meilleures audiences du pays ; ainsi que *POP TV* dont le journal 24ur est le principal programme d'information slovène. Pendant ce temps, United Group continue d'élargir ses activités à la téléphonie fixe et mobile et d'absorber ses concurrents, parmi lesquels BHB Cable TV (Bosnie-Herzégovine), M-kabl (Monténégro), et Ikom (Serbie).

Qui cache qui ?

Les « barbares financiers » commandés par Petraeus ont érigé un véritable empire médiatique, mais ils l'ont fait très discrètement, à l'abri de tout examen public. Quelques enquêtes rares, frileuses et tardives ont quand même fini par révéler quelques détails.

En 2015, un rapport sur la structure de propriété et le contrôle des médias en Serbie émanant du Conseil pour la lutte anti-corruption de Serbie identifiait le manque de transparence de la propriété des médias comme le problème prioritaire. L'année suivante, la structure de la propriété d'United Group a fait l'objet d'une investigation par le journal slovène *Delo* en coopération avec Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP). Leur article « Du côté obscur de Telemach » a finalement permis à la population de la région de jeter un coup d'œil derrière les coulisses de leur plus grande source d'informations. Ils y ont trouvé un labyrinthe de sociétés offshore fantômes, qui champignonnaient dans les paradis fiscaux pour cacher les propriétaires originaux et leurs circuits financiers.

Une demi révélation : le cache sexe est serbe

La grande cible de cette enquête était le serbe Dragan Solak. En 2000, il avait fondé KDS, un câblo-opérateur local à Kragujevac (Serbie) et pendant que sa start-up montait en flèche, devenant SBB en 2002, SBB/Telemach en 2012 et United Group en 2013, il a toujours pu en garder les rênes managériales. Il n'y avait là rien de secret. La vraie découverte de l'investigation est qu'il aurait également gardé 20% des actions, caché derrière la société Gerrard Enterprises qu'il aurait fondée en 2001 sur l'Île de Man.

Ce « roi du câble », régulièrement « pas disponible pour les médias », nouveau magnat de l'entreprise dans un paysage économique dévasté, est un nouveau-riche flamboyant parmi ses compatriotes appauvris, avec ses jets privés, sa villa au Lac de Genève et son terrain de golf ayant appartenu au roi de Yougoslavie (le train de vie de Petraeus faisait jaser aussi, jusqu'aux articles du *HuffPost* et *Washington Post*). Serbe dans une région où les rivalités nationales sont toujours d'actualité, illusionniste ouvrant trois sociétés offshore par jour et faisant disparaître puis

réapparaître des millions d'euros hocus-pocus, tout cela sans payer d'impôts – autant de raisons pour que les journalistes de *Delo* et ceux qui marchèrent dans leur pas (*Nacional, Jutarnji list, Ekspres...*) braquent le projecteur sur Solak. Le risque était moindre que celui de suivre les traces du gros gibier.

Le rôle des ambassadeurs américains

L'investigation de *Delo* pour démêler les divers tentacules de la structure de propriété d'United Group a rendu une chose claire : les propriétaires se dissimulaient derrière une succession de paravents. Il était moins clair de savoir si Solak faisait partie des propriétaires ou était un simple paravent.

Solak n'opérait pas seul. Ses financiers d'outre-Atlantique, dont KKR, étaient partenaires majoritaires dans toutes les opérations. Ce sont eux qui le laissaient à la tête d'United Group et qui veillaient sur sa montée en flèche depuis le début, comme témoigne un télégramme de l'ambassade des États-Unis à Belgrade révélé par Wikileaks. Il est dommage que cette source, bien que facilement trouvable sur internet, n'ait pas été considérée jusqu'ici.

Le télégramme de 2007 est dédié spécifiquement à la situation de SBB, à partir de son titre « Serbia Broadband opérant dans l'environnement hostile ». Solak y figure comme le principal interlocuteur de l'ambassade, à un point tel qu'on peut se poser des questions sur la nature de sa relation avec la diplomatie américaine. Le signataire, l'ambassadeur Michael Polt, transmet les inquiétudes de Solak à Washington, en y joignant son rapport sur les efforts américains – diplomates et investisseurs confondus – afin d'y remédier. Leur prétexte : combattre la domination du marché par l'opérateur public Telekom qui « *utilise tactiques agressives et influence politique* » pour assurer sa position monopolistique. Aujourd'hui on comprend que l'ambassadeur faisait exactement ce dont il accusait Telekom, mais au profit de SBB. Le télégramme date du 1^{er} juin 2007. Le 27 juin on annonçait la conclusion historique du premier LBO en Serbie : l'acquisition de SBB par Mid Europa Partners.

Le successeur de Polt, Cameron Munter, continua sa carrière post-diplomatique auprès de Mid Europa comme conseiller de SBB-Telemach lors des négociations avec Petraeus en 2013. Le prédécesseur de Polt, le fameux William Montgomery, le premier à être nommé après l'intervention de l'OTAN en 1999 et la révolution de couleur du 5 octobre 2000, influent à la manière d'un proconsul impérial, était partenaire commercial de Brent Sadler. Ce dernier, correspondant de *CNN* à Belgrade à l'époque des bombardements est à présent président de *N1 TV*, la chaîne phare d'United Group, filiale exclusive de *CNN* en Europe de l'Est.

Des ennemis devenus compagnons

Le cabinet de conseil Montgomery Sadler Matić & associates (MSM & associates) rassemblait un trio invraisemblable : l'ex-ambassadeur et l'ex-reporter américains sont devenus compagnons de Goran Matic, ministre fédéral yougoslave de l'information en 1998 et 1999. Son homologue serbe dans la même période était l'actuel président de Serbie Aleksandar Vucic.

Juste avant les bombardements, Matic critiquait des médias au service des maîtres étrangers : « *la situation est très claire – le propriétaire paye, le propriétaire demande la diffusion de certaines informations* ». Quand l'OTAN attaqua, c'est lui qui déclara à *CNN* : « *Nous sommes prêts à combattre l'agresseur* ». Quand les frappes rasèrent la Radio-télévision de Serbie le 23 avril 1999, faisant 16 morts, *BBC* relayait sa déclaration : « *C'est un crime monstrueux sans précédent dans l'histoire* ». Dans le rapport moins prolixe de son futur compagnon Sadler sur *CNN*, cette citation sera réduite en deux mots : « *acte criminel* ». Tony Blair rétorquera que le bombardement de la télévision était « *entièrement justifié* ». Le 3 mai, journée mondiale de la liberté de la presse, l'OTAN raserait encore une télévision, la Radio-télévision de Novi Sad.

Depuis, les deux ex-ministres de l'information ont fait volte-face par rapport à leur ancien ennemi, celle de Vucic étant particulièrement spectaculaire. Son parti a d'ailleurs engagé Montgomery comme conseiller et, une fois au pouvoir, leur gouvernement fit de même avec Tony Blair, alors qu'en 1999 ces mêmes personnalités le traitaient de bête noire. Encore en 2005, Vucic écrivait une recension favorable au sujet d'une monographie élégamment intitulée *Le pet pédé anglais*

Tony Blair (sic). L'ex-nationaliste cultive également une chaude amitié avec d'autres protagonistes de l'agression contre son pays, Gerhard Schroeder et Bill Clinton.

Les généraux-investisseurs

Quant à Petraeus, il arbore une médaille de l'OTAN pour l'ex-Yougoslavie. En 1999, il assiste en tant qu'aide de camp le général Hugh Shelton, chef d'état-major des armées des Etats-Unis, dans la planification et la coordination des bombardements. Avant de revenir comme investisseur, Petraeus était déjà présent dans la région en 2001-2002 comme chef d'état-major adjoint de la force de stabilisation (SFOR) de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine et comme commandant adjoint d'une unité clandestine contreterroriste chargée de capturer les serbes recherchés par la Haye, avant que le 11 septembre ne vienne perturber la donne en transformant les alliés djihadistes en ennemis suprêmes. « *C'est là que son évolution future fut tracée* » affirme Fred Kaplan dans sa biographie *The Insurgents: David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War* (2013, p. 65).

Son collègue quatre étoiles, Wesley Clark, commandant en chef de l'OTAN pendant les bombardements de la Yougoslavie, a lui aussi pantouflé dans le monde de la grande entreprise (comme Odierno, McChrystal ou Mullen. Rappelons que dès 1961, Eisenhower avait mis en garde contre le complexe militaro-industriel). Wesley Clark préside le groupe canadien Envidity Energy Inc. qui négocie, au milieu des controverses, l'exploration de très importants gisements de charbon du Kosovo « libéré » par ses troupes. Bien qu'en catimini, Petraeus était le principal négociateur du fonds KKR dans la reprise d'United Group en 2013. Il a rencontré le premier ministre serbe Aleksandar Vucic plusieurs fois, publiquement comme en privé.

Les millions de Soros ou comment monter en flèche

Le télégramme de Wikileaks comporte aussi une référence à un moment charnière dans l'ascension d'United Group. En 2002, la petite start-up de Solak a eu une chance tout à fait extraordinaire. Elle réussit à attirer un investissement de 10 millions dollars de Southeastern Europe Equity Fund (SEEF). Le gestionnaire du fonds était Soros Investment Capital Management, renommé plus tard Bedminster Capital Management, fondé par George Soros.

Ce milliardaire activiste, partage avec Kravis (du fonds KKR) quelques traits accidentels, comme une villégiature au bord de l'Atlantique où les deux sont voisins, ou moins accidentels comme une passion pour la collection de câblo-opérateurs balkaniques.

C'est à partir de l'investissement de Soros que commence la croissance exponentielle de SBB et sa plongée vertigineuse dans les méandres opaques de la finance internationale. Après Soros, c'est la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui suit et relance, en investissant 15 millions euros en 2004. Cette banque « européenne » dont le plus grand actionnaire est les États-Unis restera copropriétaire et co-investisseur d'United Group à ce jour fin 2017.

Le fonds de Soros se démultipliera en SEEF I et II, qui figureront en même temps comme acheteur et vendeur lors de la reprise de SBB en 2007 par Mid Europa. En 2014, cette société d'investissement privée dirigée par d'ex hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale et du FMI se vantait d'avoir triplé ses investissements grâce au montant exorbitant payé par KKR.

George Soros (né Schwartz) a vu son nom de famille changé par un père espérantiste. Le mot « soros » signifierait dans cette langue « je monterai en flèche ». Un bon augure pour le petit György, ainsi que pour la start-up de Solak qu'il a soutenue avec autant de prévoyance.

Mais qui a aidé Soros au début de sa carrière ? La mise de fonds initiale pour sa start-up, Double Eagle Fund, renommée par la suite Quantum Fund, avait été fournie par Georges Karlweiss de la Banque Privée S.A. de Lugano, détenue par le baron Edmond de Rothschild (voir l'article supprimé du *Washington Times*). D'après *Time Magazine*, « bientôt les Rothschild et autres riches européens y rajoutaient 6 millions dollars ». De quoi monter en flèche comme l'avenir le prouvera.

Investissements prodigieux en médias déficitaires

Même les financiers sans foi ni loi obéissent à une loi sacrosainte : réaliser des profits. Or, le retour sur l'investissement de KKR dans les médias balkaniques ne pointe pas à l'horizon. Le secteur éprouve de telles difficultés que même les acquisitions phares comme *SBB* en Serbie et *Nova TV* en Croatie sont connues pour dégager des pertes consécutives.

Dans le cas de *SBB*, l'investissement astronomique de KKR en 2013 n'a pas amélioré la situation. Au contraire, les rapports annuels disponibles montrent une progression constante des pertes. En millions d'euros: 33M en 2010, équilibre en 2011 puis 10,5M de pertes en 2012 et 1,4M en 2013. Enfin 29M en 2014, 33M en 2015 et 35M en 2016. On voit que l'année 2016 bat les records avec trente-cinq millions d'euros de perte.

L'explication ? En achetant des médias, Petraeus achetait de l'influence. La question se pose alors : quel type d'investisseur souscripteur se réjouirait d'entendre son fonds lui expliquer : « Nous n'avons plus ni le milliard que vous avez engagé, ni le profit que nous avons promis, mais nous avons gagné de l'influence médiatique en l'Europe de l'Est ». On a du mal à imaginer que des retraités du fonds de pension de l'Oregon en seraient ravis. En revanche, plus d'une connaissance de Petraeus au Bilderberg pourrait s'en accommoder.

Une autre explication : les dépenses seraient gonflées pour déclarer des pertes qui n'existent pas vraiment. Grâce à son bilan négatif, *SBB* n'a pas payé un centime d'impôt depuis des années, malgré un revenu de 170 millions euros rien qu'en 2016. Le dommage pour le budget national serbe pourrait atteindre les huit chiffres en euros.

L'Etat ne se mêle pas de ses affaires

Les grands perdants de ce schéma douteux sont tout d'abord les citoyens, qui sont les principaux créateurs de la richesse qu'United Group draine vers les paradis fiscaux et qui eux, payent leurs impôts. Ensuite c'est la concurrence qui n'a aucune chance de rivaliser avec le poids lourd privilégié du marché avec sa capacité financière, sa taxation zéro, sa cartellisation transfrontalière et sa programmation *CNN*. In fine ce sont les Etats qui renoncent à percevoir les taxes. Pour ne rien dire de leur obligation de protéger la libre concurrence comme les citoyens.

Les Etats seraient les plus aptes à inspecter les activités de KKR. Eux seuls seraient capables de sanctionner les pratiques illégales et de combler les lacunes de la législation.

Les Etats choisissent plutôt de se boucher les yeux. A ce jour, les seules révélations sur l'empire médiatique de KKR ont été faites par des organismes et des individus de la sphère non gouvernementale. En ce qui concerne les changements législatifs, ils n'ont fait qu'élargir les lacunes, comme le montre le rapport de South East European Media Observatory au titre explicite « Les grandes puissances ont adapté la législation serbe sur les médias aux besoins de la 'CCN balkanique' ».

L'Union Européenne comme groupe de pression

En 2014 l'Etat serbe et KKR semblent voués à l'affrontement. KKR prévoit le lancement de sa nouvelle chaîne *N1 TV* sur son réseau *SBB Telemach*, au sein de sa société de tête United Group. En même temps, le gouvernement publie ses projets de lois sur les médias. Or, l'un exclut l'autre, car les lois interdisent à un distributeur d'être aussi créateur de contenu. L'interdiction semble logique : le distributeur favoriserait ses chaînes au détriment de la concurrence. Quelques années auparavant le même principe était imposé par l'Union Européenne à la télévision publique *RTS* qui a dû renoncer à son réseau de distribution.

Pourtant, cette fois l'avis de Bruxelles sera inverse, ou plus précisément inversé par le lobbying de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (copropriétaire d'United Group) et du cabinet Gide Loyrette Nouel engagé pour l'occasion. Après une nouvelle rencontre avec Petraeus, le premier ministre serbe tranche sommairement : la *N1* est bienvenue en Serbie. L'état démissionne.

C'est le nouveau texte de loi, dicté par les banquiers et les avocats via l'administration bruxelloise, et non pas l'original issu d'un processus électoral et participatif, qui sera voté en août 2014. Exit le peuple, entre l'oligarchie financière transnationale, qui tord le bras d'une assemblée qui ne songe même plus à se défendre.

Epilogue : *N1 TV* sera lancée dès l'octobre 2014. En mars 2017, le câblo-opérateur SBB enlève la télévision la plus regardée, la chaîne publique *RTS1*, de la première position dans la numérotation des chaînes. Il donne sa place, incontestée depuis les débuts de la télévision, à *N1 TV*.

Le propriétaire influence-t-il ses médias ?

Quand l'OTAN a bombardé *RTS* en 1999, son argumentation était basée sur l'idée qu'une télévision émettait nécessairement la propagande de son propriétaire. Comme ce propriétaire était l'Etat ennemi, et que la propagande faisait partie de la guerre, l'OTAN conclut que la télévision était une arme de guerre et, par conséquent, une cible légitime.

N1, elle aussi, a des propriétaires. Il y a même un général qui fût engagé dans la même guerre. Quant à la propagande, ses communiqués au sujet du changement de la numérotation fournissent des exemples scolaires de manipulation. Le titre « Pression politique grandissante pour abaisser *N1* sur le réseau SBB » (*N1*, 2017) laisse supposer que la chaîne de KKR est défavorisée alors qu'elle est choyée. *N1* se fait aussi la championne du bobard « calculette ». En 2016, ses rapports quadruplent la participation à une manifestation supportée par des ONG américaines, tandis que le nombre de manifestants anti-OTAN est divisé par trente (sic). Lors des présidentielles serbes de 2017 la télévision se fait bureau de communication de certains candidats, en en omettant entièrement d'autres.

Guerrier des perceptions

La déféstration de la démocratie par KKR au profit de sa « CNN balkanique » sera expliquée par Petraeus en termes de « développement des valeurs démocratiques ». C'est la seule fois qu'un patron de *N1* s'explique sur *N1*, et il le fait exclusivement devant les journalistes de *N1*. Sans sourciller, il souligne leur objectivité et leur indépendance.

Si ses déclarations se trouvent aux antipodes de la réalité, on retrouve là le spécialiste des guerres des perceptions.

« Pratiquement rien n'est plus important dans les affaires internationales que les représentations historiques et les perceptions que les hommes portent dans leurs têtes. » Cette citation ouvre le premier article académique de Petraeus en 1986, ainsi que sa thèse doctorale, défendue l'année suivante à Princeton. Depuis, le militaire-savant se fait champion d'une réorientation de l'armée étasunienne. La priorité devrait passer de la guerre conventionnelle à la contre-insurrection (*counterinsurgency* ou *Coin* en anglais), sous la devise « gagner les cœurs et les esprits ». En 2006, il expose sa doctrine dans un manuel militaire qui fait date (FM 3-24 *Counterinsurgency*). Irak et Afghanistan seront des laboratoires où il mettra ses théories en œuvre en y assumant le commandement suprême de 2007 à 2011. Mission accomplie, il ne lui reste plus qu'à quitter l'armée qu'il a révolutionnée après une carrière très bien pensée. Cadet de West Point, il fait la cour à la fille du surintendant, ce qui lui vaut la moquerie de ses camarades et la main de la demoiselle. Il progresse ensuite dans l'ombre des commandants Galvin, Vuono et Shelton. Avant le scandale à caractère sexuel de 2012, il est le chouchou des médias qui lui réservent des articles élogieux (gentiment appelés « fellations » dans l'argot journalistique américain). Son charme ne rencontre que quelques détracteurs, comme l'amiral Fallon, qui l'aurait traité de « petit lèche-cul dégonflé ».

Conquérir les cœurs et les esprits

Correspondant de Marcel Bigeard et lecteur avide des « Centurions » de Jean Larteguy, Petraeus admet volontiers ses influences françaises, notamment celle du théoricien David Galula. Cela n'empêche pas un compagnon d'armes français, le général Maurice Druart, de dénoncer sa devise « gagner les cœurs et les esprits » comme « une démarche de merchandising oppressive sur la population » (voir l'excellente étude de l'armée française *Gagner les cœurs et les esprits*, CDEF, 2010, p. 57).

Le sens véritable de cette expression est défini par le manuel FM 3-24 de manière suivante : « «Cœurs» signifie persuader la population que son meilleur intérêt est servi par le succès de la contre-insurrection. «Esprits» signifie convaincre la population que la force peut les protéger et que la résistance est inutile. Notons que la sympathie de la population pour les troupes d'occupation

n'y a pas d'importance. Ce qui compte, ce n'est pas l'émotion, mais le calcul d'intérêt ». La section « Les médias et la bataille des perceptions » offre des préceptes quasi orwelliens : « Choisissez les mots avec soin... Par exemple, la force de contre-insurrection est-elle un libérateur ou un occupant ? »

Expérimenté dans ce type de double pensée, Petraeus persiste à parler d'une « victoire » en Iraq quand l'intervention est une catastrophe incontestable. Alors que la région est plongée dans le chaos, les raisons d'engagement invoquées initialement se sont révélées fausses et les objectifs déclarés n'ont pas été atteints. Dans les faits, le modèle Petraeus de contre insurrection associe grande manipulation et grande violence: guerre civile, frappes aériennes, raids nocturnes, attaques de drones, torture. Cette réalité émerge difficilement dans les médias qui semblent eux aussi obéir au manuel de Petraeus (section « Exploiter un narratif unique »).

L'année 1986 sera une année charnière pour Petraeus : il devient théoricien de la contre insurrection, membre du Council on Foreign Relations et fait la connaissance de James Steele, vétéran du programme Phoenix au Vietnam. En communication directe avec Petraeus, Steele formera les escadrons de la mort et des centres de torture en Irak.

Espionnage et manipulations sur la toile

En 2010 Petraeus recrute la première armée de trolls sur internet (L'opération d'espionnage étasunienne manipule les réseaux sociaux, *Guardian*, 2011). Son commandement CENTCOM lance un appel d'offres pour un logiciel de gestion d'identités en ligne qui permettrait à 50 utilisateurs d'employer 500 comptes faux nez (sock-puppets) « sans crainte d'être découvert par des adversaires sophistiqués ».

Quelques années après, les pratiques identiques de la Russie sont dans le collimateur de nombreux journalistes mais l'exemple américain fondateur est régulièrement omis. Ainsi un article de l'Obs-Rue89 énumère-t-il cinq pays impliqués, en omettant les Etats-Unis dans la liste.

Le militaire dans Petraeus comprend très bien que les technologies d'information sont indispensables aux opérations d'information. Chef de la CIA, il avertit : « on vous espionnera à travers votre lave-vaisselle » (*Wired*, 2012). En magnat des médias, il reste aussi belliqueux que jamais : « Le cyberspace est un domaine de guerre entièrement nouveau » (*BBC*, 2017). Il milite surtout pour un contrôle toujours plus grand de l'internet.

À ce propos, KKR contrôle un grand nombre d'entreprises de l'internet, dont Optiv (cybersécurité), GoDaddy (hébergement), First Data (argent numérique) et naturellement, les fournisseurs d'accès à internet d'United Group.

La surveillance massive d'internet par les services de renseignement anglo-américains, révélée par Edward Snowden, bat son plein alors que Petraeus dirige la CIA. On y trouve des projets comme PRISM, qui permet un accès direct aux serveurs des géants Google, Facebook, Apple, Microsoft et *alii* ; ou Muscular et Tempora qui infiltrent directement les câbles de fibre optique.

Dans les Balkans, une grande partie du trafic internet passe par les fournisseurs achetés par Petraeus. Une étude serbe sur les « infrastructures invisibles » a établi que tout le trafic menait à un seul point : « Si l'on souhaite examiner, filtrer ou conserver tout le trafic national transitant par le réseau de SBB, on peut le faire en n'utilisant que ce point unique ». Il se trouve que ce point est en la possession de KKR.

Pourquoi infiltrer, si l'on peut posséder ?

Argent public et argent privé

Les guerres de Petraeus représentent des coûts considérables non seulement en termes de vies humaines, mais aussi pour les contribuables. Ces coûts ne sont plus estimés en milliards, mais en billions de dollars, du jamais vu. Des sommes sans précédent ont également fini dans les mains des corporations privées (Sous-traitants privés récoltent 138 milliards de dollars de la guerre en Irak, *Financial Times*, 2013) pour des services civils (Halliburton-KBR) mais aussi militaires (Blackwater) ou d'intelligence (Bell Pottinger). La guerre s'est privatisée, d'où la section « Multinationales et sous-traitants » dans le manuel de Petraeus.

Commandant en chef, Petraeus disposait déjà de fonds colossaux et traitait directement avec les corporations privées. Mais qui commande vraiment quand la plus grande force militaire se surendette pour payer ses guerres : le commandant ou le financier ?

Conclusion : de l'armée à la finance, une promotion

Toute sa vie, Petraeus a développé sa carrière en courtisant le pouvoir le mieux placé. Son passage des sommets de l'armée et du renseignement au rang des financiers est d'habitude vu comme une sorte de retraite ou de démission. On est plutôt tenté d'y voir une promotion.

La carrière de David Howell Petraeus suit la même ligne ascendante et le même fil rouge : la manipulation des perceptions. Son cas illustre un changement radical du monde de l'information. Avant lui, nul ne pouvait imaginer un ancien chef de service de renseignements à la tête des médias d'un pays qu'il avait contribué à détruire. Général ennemi, chef de service secret et spécialiste de la propagande, il s'impose dans les médias de la nation agressée, sous prétexte d'y garantir une information objective, un véritable tour de force. Mais rien ne choque les cœurs et les esprits conquis.

Crédit photo : Darren Livingston via Wikimedia (cc)